FORMULAIRE DE SOUMISSION DES LETTRES D'INTENTION

A déposer au plus tard le 30 juillet à minuit sur : <https://forum-tetrae-aura.workshop.inrae.fr>

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

TETRAE AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Avertissements :

- *Ce formulaire de soumission des lettres d'intention peut être utilisé indifféremment par des chercheurs ou des acteurs du développement, des territoires, des filières économiques, de la formation, de la société civile.*
- *le dépôt d'une lettre d'intention vaut acceptation de sa diffusion en ligne sur le site <https://forum-tetrae-aura.workshop.inrae.fr>
 Cette édition en ligne a pour objectif de faciliter les échanges et les rapprochements pendant et après les forums chercheurs-acteurs. L'ensemble des lettres d'intention déposées a valeur de ressource pour la co-construction des futurs projets TETRAE.*
- *Le dépôt d'une lettre d'intention vaut engagement à participer à l'un des forums chercheurs-acteurs TETRAE Auvergne-Rhône-Alpes (1^{er} et 3 septembre 2021).*

1. Titre de la lettre d'intention (titre explicite / acronyme non autorisé)

Territoires de la transition agricole et alimentaire : expérimenter, capitaliser, accompagner

2. Thématique-s prioritaire-s régionale-s TETRAE à laquelle/auxquelles se rattache principalement cette lettre d'intention (une seule ou plusieurs)

Cocher avec une croix dans la colonne de gauche

X	Thématiques
	Thématique 1. Adaptation au changement climatique des filières de production et de transformation
	Thématique 2. Eau et agriculture
X	Thématique 3. Développement de pratiques agroécologiques et économes en intrants dans les territoires et les filières de la région
X	Thématique 4. Valorisation locale des productions régionales au travers de systèmes alimentaires territoriaux, en lien avec les enjeux de souveraineté alimentaire, d'approvisionnements alimentaires de proximité et de qualité plus résilients
	Thématique 5. Interactions entre qualité des aliments, nutrition et santé

3. Lettre d'intention déposée par :

Cocher avec une croix dans la colonne de gauche

	Un laboratoire de recherche de la région
	Un acteur du développement, des territoires, des filières économiques, de la formation, de la société civile dont l'activité se situe en région
X	Un collectif chercheurs/acteurs déjà constitué

4. Résumé (10 lignes maximum, police Calibri 11)

Notre proposition porte sur l'opérationnalisation des transitions agricoles et alimentaires dans les territoires. Elle s'appuie sur l'analyse et l'accompagnement de ces transitions aux niveaux des exploitations agricoles, des filières de proximité, des collectifs citoyens et des territoires de projet. La recherche participative mise en œuvre aboutira à des apports de connaissances sur les leviers organisationnels de ces transitions, à une montée en compétence des acteurs impliqués (société civile, de la sphère économique, du secteur public, associatif, de la recherche et de l'accompagnement) et passera par l'accompagnement de projets inscrits dans ces transitions. La proposition s'appuie d'ores et déjà sur le partenariat entre plusieurs laboratoires d'Aura et plusieurs acteurs socio-économiques et institutionnels, qui partagent la volonté d'un projet alliant expérimentation, capitalisation et accompagnement, dans une co-construction des questions et des méthodes mises en place.

5. Identité du porteur de la lettre d'intention

Nom	Loudiyi
Prénom	Salma
Organisme	VetAgro Sup - UMR Territoires
Fonction	Professeure
Mail	salma.loudiyi@vetagro-sup.fr
Adresse postale	89 avenue de l'Europe - BP 35 - 63370 Lempdes

6. Objet de la lettre d'intention : besoin ou problème identifié, objectifs poursuivis, problématique centrale et questions formulées en lien avec les thématiques régionales prioritaires. (30 lignes maximum, police Calibri 11).

A l'instar de nombreux territoires, ceux d'AURA mettent aujourd'hui en œuvre des stratégies ou des politiques alimentaires territoriales qui visent à répondre à des objectifs de sécurisation alimentaire mais aussi à la transformation ou la conception de leurs systèmes agricoles et alimentaires dans une visée de transition vers la durabilité. Les démarches de transition, dont la relocalisation des systèmes est une importante dimension, se déploient dans le secteur agricole et alimentaire à différentes échelles (exploitation agricole, filières, actions collectives citoyennes, territoires de projet). Elles induisent simultanément, pour chacune de ces échelles, des transformations socio-techniques et organisationnelles et, plus globalement, une refonte des politiques publiques territoriales. Dès lors, **quelles sont les conditions territoriales et les leviers à activer pour rendre concrètes ces transitions, leur changement d'échelle et des modalités d'accompagnement associées ?**

Notre proposition s'appuie sur l'hypothèse que l'opérationnalisation de la transition dans les territoires doit être instruite et accompagnée conjointement à ces différentes échelles, afin d'aborder de manière intégrée la participation active et engagée d'une diversité d'acteurs.

Ainsi au niveau des **exploitations agricoles**, où ces transformations s'accompagnent d'une complexification des systèmes de production (modes de commercialisation, diversification des ateliers, recherche de résilience et d'autonomisation, changement d'échelle des unités de production, nouvelles formes de collectif de travail), plusieurs questions sont soulevées : Quelles conséquences pour l'organisation du travail ? Quels nouveaux modes de coordination avec les acteurs du territoire et des filières ? Quelle réponse effective aux besoins de relocalisation alimentaire et aux enjeux de renouvellement des générations et d'accès au foncier agricole ? Au **niveau des filières**, les transformations à l'œuvre qui tendent vers plus de proximité interrogent principalement la coordination entre différents types d'acteurs portant des valeurs et des représentations variées, et leur coexistence. Mais au-delà, quelle est la capacité de ces filières à répondre aux besoins des territoires, selon les débouchés et les modes de consommation ? Au niveau des **collectifs citoyens**, la principale question est celle des conditions de l'augmentation de leur capacité d'agir sur les transitions, par l'accompagnement des porteurs de projets et d'activités, la mobilisation dans les projets mis en œuvre à l'échelle territoriale, ou encore par l'engagement dans l'action. Enfin, au niveau des **territoires de projet** se pose la question de la capacité des acteurs à construire des processus et des dispositifs d'intégration dans leurs démarches et projets de transition. Cette intégration est à la fois connexion et coordination des objectifs entre différents domaines et/ou secteurs (du système alimentaire et des politiques publiques territoriales), mais aussi des acteurs et de leurs espaces et échelles d'action.

7. Résultats attendus et publics concernés par ces résultats (15 lignes maximum, police Calibri 11)

Les résultats attendus sont de quatre ordres étroitement liés :

- Identification des modalités organisationnelles dans les processus de transition, des verrouillages socio-techniques, des conditions d'engagement des acteurs à différentes échelles.
- Montée en compétence des acteurs pour l'opérationnalisation des transitions via le renforcement et l'animation de réseaux d'échanges de pratiques entre pairs, l'élaboration de références expérientielles de proximité, la conception et la mise en place de formations
- Élaboration d'outils d'accompagnement tels que la co-construction de dispositifs participatifs, la co-construction de plaidoyers en vue de la mobilisation citoyenne, l'élaboration de mallettes pédagogiques et de kits méthodologiques, ou encore la construction de méthodes de suivi et d'évaluation.
- Accompagnement de projets favorisant les transitions en s'appuyant sur les résultats précédents et en associant au maximum l'ensemble des acteurs à différentes échelles.

Outre le monde académique via les publications et communications scientifiques, les résultats attendus ciblent les agriculteurs et les collectifs agricoles, les acteurs du développement agricole et rural, les associations citoyennes ou collectifs citoyens acteurs du système alimentaire, ainsi que les élus et agents des collectivités territoriales et des territoires de projet.

8. Démarches et méthodes envisagées, incluant les modalités de collaboration entre chercheurs et acteurs (20 lignes maximum, police Calibri 11)

Notre démarche s'inscrit dans un processus de recherche participative où les chercheurs et acteurs mobilisent leurs expériences et co-construisent des questions communes et prioritaires à instruire et mettent en œuvre des démarches de compréhension, d'expérimentation, de capitalisation et d'accompagnement. Les méthodes envisagées s'appuient sur des approches à la fois quantitatives et qualitatives (entretiens, observation participante, sociogrammes), *ex-post* et *in itinere* :

- élaboration d'itinéraires méthodologiques co-construits entre acteurs et chercheurs
- analyses comparées d'expérimentations menées par les acteurs à différentes échelles qui visent à fédérer des acteurs autour d'enjeux et d'objets communs (ex. PAT)
- analyses des réseaux d'acteurs investis dans les démarches collectives relatives aux transitions agricoles et alimentaires.
- démarches réflexives pour monter en compétence, prendre du recul chemin faisant entre acteurs et chercheurs, avec les parties prenantes, pour construire de la connaissance partagée et un récit commun des changements à l'œuvre

Notre démarche a pour finalité l'expérimentation et la mise en œuvre d'une recherche participative qui réunit différents publics qu'ils soient issus de la société civile, de la sphère économique, du secteur public, associatif ou de la recherche et de l'accompagnement. Elle s'inscrit ainsi dans la perspective des sciences transformatrices qui assument l'engagement des chercheurs sur des sujets vifs de société, l'expertise des acteurs et d'une visée transformatrice des systèmes.

9. Le cas échéant, quels sont les autres partenaires associés à cette lettre d'intention (c'est-à-dire contactés et prêts à travailler à la co-construction d'un projet) ?

Nota Bene : à ce stade, il n'est pas obligatoire d'avoir un partenariat établi.

Partenaires scientifiques (autres laboratoires INRAE, organismes de recherche, établissements d'enseignement supérieur)	Partenaires du développement, des territoires, des filières économiques, de la formation, de la société civile
ISARA Laboratoire d'études rurales (Université Lyon II / ISARA) LESSEM Grenoble UMR Territoires	ARDEAR Auvergne Rhône-Alpes (avec ADEAR Loire, Isère, Ain, Cantal), AFOCG de l'Ain, Réseau AMAP Auvergne-Rhône-Alpes, Terre de Liens Auvergne, Terre de Liens Rhône-Alpes, Bio 63 Collectif les pieds dans le plat Association Résolis Grand Clermont, PNR Livradois-Forez, Métropole de Lyon CAP Rural IADT

10. Quels partenariats sont souhaités/envisagés et avec quelles attentes de collaborations ?

Avec d'autres équipes de recherche (établissements, laboratoires, disciplines scientifiques) :

ClerMA - Chaire santé et territoires
 UMR PACTE et en particulier le Cermosem

Avec d'autres réseaux d'acteurs :

FR CUMA
 Chambre régionale d'agriculture (échange en cours)
 Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire
 APARA (réseau des PNR de la région Auvergne Rhône-Alpes)
 UCPIE
 Membres du PAiT de la région grenobloise (contactés)
 Métropole de Saint-Etienne
 Vichy communauté (contactés)
 MFR
 Terres en Villes

projet en lien avec: projet FileCO; RMT Alimentation locale; projet Coccinelle; Projet Scalable; projet FERMENT

11. Territoires envisagés pour conduire des analyses, des expérimentations, des démarches participatives

- Métropoles : Lyon, Grenoble, Saint Etienne, Clermont-Ferrand
- PNR : Baronnies provençales, Bauges, Chartreuse, Pilat, Livradois-Forez, Volcans d'Auvergne, espace Belledonne, ...
- EPCI rurales et urbaines portant des stratégies agricoles et alimentaires, des périmètres des Projets Alimentaires Territoriaux restant à discuter entre partenaires : ex. CC et CA : Voironnais, Trièves, Grésivaudan, St Marcellin- Vercors Isère, CC Val de Drôme, CC du Diois, PATLY, Grand Clermont, Vichy communauté, etc.

- Territoires des partenaires plus largement

12. Filières de production concernées

Aucune restriction sur les filières de production.